



HAL
open science

Les ronds-points au carrefour de l'incommunication

Isabelle Mathieu

► **To cite this version:**

Isabelle Mathieu. Les ronds-points au carrefour de l'incommunication. MEI - Médiation et information, 2019, Communication interpersonnelle et relation, 48, pp.123-132. halshs-02560932

HAL Id: halshs-02560932

<https://shs.hal.science/halshs-02560932>

Submitted on 22 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les ronds-points au carrefour de l'incommunication

Isabelle MATHIEU

Université Bourgogne Franche-Comté – CIMEOS
isabelle.mathieufdu-bourgogne.fr

Cet article propose d'explorer comment l'anthropologie de la communication, dont le projet a été formalisé par Yves Winkin à la suite de ses travaux sur le « Collège invisible » de Palo Alto, permet d'enrichir les recherches en Sciences de l'information et de la communication dans le champ politique. L'approche anthropologique fondée sur le modèle de la « Nouvelle communication », semble nécessaire pour comprendre les phénomènes d'incommunication qui frappent la relation fondamentale entre gouvernants et gouvernés, particulièrement en France. La crise des Gilets jaunes permet d'illustrer et de nourrir cette proposition, en élargissant le terrain d'analyse défini par les spécialistes de la communication politique à l'ensemble des acteurs, institutions et processus intervenant dans le champ politique.

MOTS-CLÉS : COMMUNICATION POLITIQUE, ANTHROPOLOGIE DE LA COMMUNICATION, DÉMOCRATIE, INCOMMUNICATION, GILETS JAUNES

This paper explores how the anthropology of communication, as formalized by Yves Winkin further to his work on the "invisible college" of Palo Alto, enhances research in information and communication sciences into the political field. The anthropological approach based on the "new communication" model seems essential to understanding the failure in communication besetting the fundamental relation between those who govern and those who are governed especially in France. The *Gilets jaunes* (yellow vests) crisis illustrates and drives this proposal by widening the scope of analysis defined by the specialists of political communication to encompass all the actors, institutions, and processes involved in the political field.

KEYWORDS: POLITICAL COMMUNICATION, ANTHROPOLOGY OF COMMUNICATION, DEMOCRACY, FAILURE OF COMMUNICATION, GILETS JAUNES (YELLOW VESTS)

Pour qui s'intéresse aux relations entre politique et communication, le projet de construire les cadres d'une anthropologie de la communication, formé par Yves Winkin à la suite de Dell Hymes, ne peut que susciter l'intérêt. La dimension anthropologique de la communication dans le champ politique doit en effet faire l'objet d'une attention particulière. Ainsi, Arnaud Mercier souligne à quel point l'excès de communication techniciste a « abîmé » l'image des acteurs intervenant dans le champ politique. Considérant que le recours abusif aux instruments de communication ne vise plus qu'à masquer la vacuité du discours et de l'action politiques, Arnaud Mercier prend acte des effets délétères de ces pratiques, et des risques graves qu'elles font courir à la démocratie. Il y voit la conséquence de la perte de sens du lien entre communication et politique :

« Le marketing politique a poussé trop loin sa déconnexion avec le sens politico-anthropologique profond de la communication, soit un dialogue de la société avec elle-même pour l'aider à se (re) définir, à s'inventer un ou plusieurs imaginaires mobilisateurs. » (Mercier, 2017, p. 28)

Convergences anthropologiques

Ce rappel invite à remonter vers la source, à envisager ce qui relie communication et politique avec les cadres d'analyse élaborés par les anthropologues ; tout en s'inscrivant dans une démarche résolument communicationnelle qui, dès lors, se doit d'intégrer une approche interpersonnelle et interactionniste¹. Cela nous semble nécessaire pour saisir la nature profonde de ce qui menace aujourd'hui la démocratie, particulièrement en France. Certes, ce projet est déjà celui de la communication politique, telle qu'elle a été conçue en tant que discipline par Dominique Wolton, et telle qu'elle peut se prévaloir de résultats éclairants et prometteurs (Mercier, 2017 ; Dacheux, 2018).

De fait, dès la fin des années quatre-vingt, un modèle théorique a été élaboré, avec l'ambition « de développer une anthropologie politique qui soit pluridisciplinaire » (Dacheux, 2018, p. 202). Dans ce cadre, une recherche foisonnante s'est déployée en sciences de l'information et de la communication et à leurs frontières, qui a permis de pointer avec précision les dysfonctionnements affectant les relations au sein du champ politique, ainsi que leurs conséquences sur la vitalité démocratique. Les bouleversements liés à la généralisation des TIC – notamment l'émergence des médias sociaux numériques dans l'espace public – ont permis d'éprouver la pertinence du modèle et la solidité du cadre.

1 Sur les convergences entre communication et anthropologie, au-delà du champ politique, on se reportera au numéro que *MEI* a consacré à ce thème en février 2001.

Depuis quelques années, l'approche par l'incommunication ouvre la voie à une perspective renouvelée : cela laisse augurer des avancées notables dans la compréhension des phénomènes qui troublent les relations communicationnelles spécifiques au champ politique (Mercier, 2001 ; Dacheux & Duracka, 2017). Au-delà de l'analyse des dysfonctionnements, cette approche conduit en outre à appréhender la communication politique dans sa dimension anthropologique. En effet, tant le processus de définition de l'intérêt général – qui constitue l'objet même du pouvoir politique – que le système de représentation – qui forme le principe de l'exercice du pouvoir politique – nous semblent receler cette part irréductible d'incommunicabilité dans laquelle Éric Dacheux voit « une donnée anthropologique fondamentale » (Dacheux, 2019, p. 43).

Dans cette perspective élargie, il apparaît que tel qu'il a été défini par Dominique Wolton, le champ de la communication politique ne permet pas d'appréhender pleinement « le sens politico-anthropologique profond de la communication » auquel Arnaud Mercier fait référence. Rappelons la définition que donne Dominique Wolton dès 1989, et qu'il reprend en 2017 :

« Nous définissons la communication politique comme l'espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers des sondages. » (Wolton, 1989, p. 30 ; 2017, p. 46-47)

Dominique Wolton précise avoir élaboré cette définition en forme de triangle en réaction à une autre, plus large, qu'il estimait devenue trop extensive – et en tant que telle responsable du discrédit qui frappe et les hommes politiques et la presse, au point d'occulter l'impérieuse nécessité de la communication en régime démocratique. Le projet de la communication politique consiste donc à étudier les interactions qui opèrent entre les trois termes du triangle, afin de mieux réaffirmer la mission démocratique des médias. Pour pertinente qu'elle puisse être, cette proposition-cadre nous semble toutefois devoir être considérée à nouveaux frais, notamment en regard des événements qui ont récemment marqué la vie politique française.

La crise des Gilets jaunes notamment, dont le caractère inédit a été souligné à maintes reprises, met en évidence plusieurs biais d'analyse dans cette définition de la communication politique. Le premier tient au parti pris de la concevoir exclusivement dans le cadre démocratique : cette perspective, qui relève de la posture idéologique, ne permet pas de saisir la nature profonde du lien qui s'établit entre communication et politique. Celui-ci, nous dit Dominique Wolton, naîtrait de la démocratie elle-même : « La politique est inséparable de la communication,

et d'ailleurs l'histoire de la démocratie est celle de leurs relations. » (Wolton, 1995, p. 107) Or s'il est évident que la démocratie a nécessairement besoin de la communication, celle-ci n'induit pas automatiquement la démocratie.

La communication à la source du pouvoir

Les travaux fondant l'anthropologie politique ont montré que le pouvoir politique ne peut s'exercer sans communication, et ce quelle que soit la forme d'organisation du pouvoir : avec ou sans État, démocratique ou pas. Autrement dit, le lien qui s'établit entre communication et politique ne tient pas à la nature du régime. Ce n'est pas la démocratie qui impose la communication politique, c'est la nécessité à laquelle est confrontée toute société humaine d'organiser l'exercice du pouvoir politique – afin de se protéger contre l'entropie qui menace continuellement, que celle-ci soit due à des désordres internes ou à un danger externe (Balandier, 1967).

Dans les religions traditionnelles d'Afrique de l'Ouest, le *vodun* Legba/Èsù est particulièrement éclairant sur ce point. Figure aux multiples facettes dont les anthropologues n'ont pas épuisé la complexité, « [sa] principale fonction est d'officier entre les cieux et le monde d'en bas, comme messager à la fois entre les êtres humains et les entités supranaturelles, et de rapporter leurs faits devant l'Être suprême » (Vallier, 2011, p. 6). Doué d'ubiquité, « figure des contraires [qui] ignore même les contraires » et pour qui les notions de bien et de mal ne font pas sens, Legba est partout, en chaque homme et dans chaque foyer, à chaque carrefour et dans chaque palais. Dans une perspective politique – celle qui nous intéresse ici –, Georges Balandier voit en lui la manifestation du pouvoir que détient chaque individu :

« [Son] pouvoir se manifeste, dans toutes ses actions, supérieur au pouvoir politique. [...] Cette puissance ne se possède pas au sens 'propriétaire', elle ne se capte pas non plus ; aucun groupe, politique, sacerdotal ou autre, ne peut se l'approprier. Elle devient source de pouvoir, au sens le plus général [...]. »
(Balandier, 1985, p. 95)

Ainsi pour Georges Balandier, Legba établit un lien consubstantiel entre l'exercice du pouvoir et la communication, son attribut premier. Aux frontières de la philosophie politique, de la sociologie et de l'anthropologie, Jean-William Lapierre permet de saisir plus précisément encore la nature de cette relation obligée qui se noue entre politique et communication, quelle que soit la forme d'organisation du pouvoir :

« On peut vérifier que les sociétés humaines les plus closes, les plus homogènes et les moins innovatrices sont celles qui présentent le degré minimal d'organisation du pouvoir politique. »
(Lapierre, s.d.)

Autrement dit, la nécessité d'organiser le pouvoir politique est proportionnelle à l'intensité des relations avec les sociétés voisines, à la reconnaissance d'une diversité interne, à la capacité de produire de l'innovation collective. En d'autres termes encore, plus une société communique – avec l'extérieur et en son sein – et plus elle a besoin d'un pouvoir politique organisé, pour se protéger contre le risque d'entropie que génèrent ces relations d'échange. Ainsi, c'est d'abord la capacité naturelle des hommes à communiquer qui leur impose de s'organiser politiquement, et ce n'est que dans un deuxième temps que l'exercice du pouvoir va à son tour imposer des formes de communication spécifiquement politiques. Cela n'induit évidemment pas que toute forme de communication humaine serait politique, mais cela impose de considérer que tout produit de la communication humaine (ou de l'absence de communication, ou de ses dysfonctionnements) est susceptible d'avoir une incidence dans le champ politique. Dans ce cadre il convient d'ouvrir la focale, pour appréhender le plus largement possible la façon dont la communication produit du politique et s'en nourrit, et inversement. La proposition formulée par Yves Winkin d'ouvrir la voie à une anthropologie de la communication, permet d'enrichir l'analyse de la communication politique. La « nouvelle communication », qui va fonder le projet anthropologique, « se rapporte plus à une certaine disposition intellectuelle, une certaine posture scientifique, qu'à un modèle de la communication » (Winkin, 2000, p. 338). Cette posture, on le sait, s'appuie sur une conception orchestrale et interactionniste selon laquelle tout un chacun participe à la communication d'une façon ou d'une autre, volontairement ou pas, par ses actes, ses paroles ou ses silences. Pour autant, « il ne s'agit pas de 'voir de la communication partout' », mais « de penser les phénomènes sociaux en termes processuels » (Winkin, 2001, p. 128). Concernant plus spécialement le champ qui nous intéresse, on peut adapter la formule en disant qu'il ne s'agit pas de voir de la communication politique partout, mais de penser la fabrique du politique en termes de procès communicationnels.

Fauteuils jaunes à l'orchestre

Les Gilets jaunes offrent une illustration de ce que cette posture permet de mettre au jour. Tout d'abord parce que les ronds-points, au-delà de leur fonction matérielle de point de rassemblement et de manifestation, semblent avoir constitué autant de lieux de rencontre, d'échange, de partage. De nombreux témoignages font état d'une chaleureuse convivialité, voire d'une fraternisation (re) découverte. Comme si ces manifestants – qui pour beaucoup étaient des

primo-manifestants – souffraient jusque-là d'un grave déficit de sociabilité politique. Les relations interpersonnelles qui se sont nouées à l'occasion des rassemblements, les interactions qui s'y sont produites, semblent marquer l'émergence d'une réinvention du processus d'élaboration de la parole politique – qui opère délibérément et ostensiblement en dehors des cadres institués (Jeanpierre, 2019). Pour être hors cadres, cette forme de communication n'en a pas moins constitué une irruption spectaculaire dans le champ politique, qui s'est rapidement imposée tant dans l'espace public qu'à l'agenda des gouvernants. En tant qu'expression concourant à la formation de l'opinion publique et influant sur la décision politique, ces manifestations doivent être analysées comme partie intégrante du champ de la communication politique. En sortant du silence soudainement, pour jouer dans l'orchestre une partition dysharmonieuse en regard des conventions démocratiques, les Gilets jaunes ont mis en évidence des dysfonctionnements profonds (Rouban, 2019), qui imposent d'envisager la communication politique bien au-delà du schéma triangulaire formé par les hommes politiques, les médias et les sondages d'opinion.

En outre, l'approche anthropologique suggère que le lien entre communication et politique doit être envisagé comme un mouvement complexe, perpétuellement susceptible d'engendrer des désordres, ce qui impose la recherche constante d'un point d'équilibre politique afin d'assurer la stabilité sociale. L'équilibre s'établit lorsque les gouvernants, qui exercent le pouvoir politique, obtiennent le consentement des gouvernés quant à la façon dont ils organisent et dirigent les affaires publiques. La relation communicationnelle fondamentale qu'il convient de prendre en compte n'est donc pas triangulaire mais duale : seule la relation entre gouvernants et gouvernés est susceptible de fonder la légitimité du pouvoir politique – les différentes formes de régime politique constituant autant de variantes possibles des modalités selon lesquelles la légitimité s'acquiert et perdure.

Par conséquent, survaloriser le rôle des médias, en même temps que réduire les gouvernés à « l'opinion publique au travers des sondages », ne permet pas d'appréhender pleinement la nature spécifique de la communication dans le champ politique². Cela aboutit à se priver d'une masse considérable de données qui sont partie intégrante de tout système politique. Ainsi Legba – qui aime recevoir des offrandes à la croisée des chemins – dispose de nombreux moyens pour exprimer la part de liberté irréductible qu'il détient, et qui « trace les limites du pouvoir » : « [...] l'ironie, qui dévalue le pouvoir et ses hiérarchies, la rébellion, qui montre que celui-ci n'est pas intangible, le mouvement, qui introduit la perturbation du changement au sein de l'ordre » (Balandier, 1985, p. 95). Autant d'outils que les Gilets jaunes ont mobilisés, sur les ronds-points, pour construire leurs revendications.

2 Arnaud Mercier, qui reprend à son compte la définition du « triangle » fondateur de la communication politique, élargit pour sa part volontiers le troisième terme aux publics, voire aux citoyens (Mercier, 2017).

Dans un État démocratique, les canaux de la communication politique – qui ont pour vocation de permettre aux gouvernés d'exercer un contrôle sur l'action des gouvernants – sont nombreux, variés et de nature différente. Tous cependant présentent la particularité d'être institutionnalisés et soumis aux contraintes de la loi. Leur fonction est de canaliser et de formaliser les relations interpersonnelles – qui constituent l'unité communicationnelle de base au sein du champ social considéré dans sa dimension politique –, pour aboutir à une expression de la volonté générale coïncidant autant que possible avec l'intérêt général.

L'incommunication révélée

Dans le cadre d'une recherche en cours, qui vise à analyser le vote comme un processus communicationnel, nous avons identifié les différents éléments qui constituent ce que nous appelons le système politico-communicationnel : un référentiel de valeurs, un cadre constitutionnel, un dispositif institutionnel, des processus électoraux, des partis politiques, un espace public ainsi que l'ensemble des corps intermédiaires, à savoir les syndicats, associations, lobbies et tout autre groupement susceptible de contribuer à l'action collective, à la construction de l'opinion publique ou à la définition de l'intérêt général (Mathieu, 2018). Nous postulons que dans ce système, le vote occupe une place singulière à double titre : d'une part, il constitue l'acte fondateur du processus de légitimation des gouvernants, à qui les gouvernés délèguent temporairement l'exercice de leur souveraineté ; d'autre part il exprime, à un moment donné dans un contexte donné, l'image que la société souhaite donner d'elle-même et de son projet collectif, pour elle-même et pour le reste du monde.

Les autres éléments du système ont pour vocation de permettre au pouvoir politique, entre deux élections, de garantir la cohésion interne et la sécurité externe conformément aux aspirations des gouvernés. Pour que la légitimité acquise par l'élection perdure, il est donc impératif que ces différents éléments communiquent correctement entre eux. L'approche proposée par Yves Winkin permet de construire des outils pour analyser les processus communicationnels à l'œuvre dans ce système complexe :

« la 'nouvelle communication' permet de penser transversalement, en rapprochant des objets qui n'ont a priori rien à voir entre eux. [...] il faut oser penser non seulement en termes comparatifs, mais aussi en termes de 'structures qui relient', de règles sous-jacentes [...] » (Winkin, 2000, p. 337).

Suivant cette approche, il devient possible d'appréhender trois types de relations qui échappent au champ classique de la communication politique : celles qui se développent entre des éléments de nature différente ; celles qui font intervenir plusieurs acteurs simultanément ou successivement ; celles qui ne s'établissent

pas explicitement alors qu'elles le devraient. Cette conception à la fois plurimodale, orchestrale et comportementale nous semble essentielle pour saisir le système politico-communicationnel dans sa complexité.

Les Gilets jaunes offrent une illustration riche des pistes qui s'ouvrent alors. Au fur et à mesure qu'elle se déroulait, la crise a fait apparaître, en creux et en bosses, les profonds dysfonctionnements qui affectent le champ politique, du point de vue communicationnel, depuis plusieurs décennies. On peut y lire d'abord l'incapacité des partis politiques à remplir leur mission, c'est-à-dire produire de l'idéologie, participer au débat public autour de la recherche de l'intérêt général, désigner des candidats qui, une fois élus, auront la confiance des électeurs pour parler et agir en leur nom. On y voit également la négation du rôle dévolu aux corps intermédiaires : les syndicats sont disqualifiés dans leur fonction de négociation ; les médias sont discrédités dans leur rôle de hiérarchisation et d'interprétation de l'actualité ; le mouvement associatif est tenu pour quantité négligeable dans sa capacité à produire l'innovation sociale. *A contrario* émerge une forme de parole non instituée, hors normes voire hors la loi, qui prétend construire de nouveaux cadres pour la délibération politique, en même temps qu'elle vise à supprimer toute forme de médiation entre gouvernants et gouvernés³.

La crise révèle ainsi, plus largement, l'inadaptation des institutions aux exigences démocratiques. Le caractère présidentialisé du régime parlementaire, renforcé par le quinquennat et la concomitance des élections présidentielle et législatives, a provoqué une série de réactions en chaîne qui ont considérablement détérioré la nécessaire réciprocité des relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. L'Assemblée nationale, devenue une chambre d'enregistrement des décisions gouvernementales pilotées par l'Élysée, a perdu toute capacité à transmettre efficacement aux décisionnaires le *feed-back* des assujettis. Le mode de scrutin majoritaire, par un effet de distorsion de la représentation qui s'accroît d'élection en élection, creuse le fossé entre les électeurs et les élus. Cela revient à priver de parole politique la majorité des citoyens. Et cela incite Legba à user de tous les moyens dont il dispose pour se faire entendre, y compris ceux que la loi réprime.

Sourde oreille

Le mouvement des Gilets jaunes montre enfin, et peut-être surtout, l'incapacité des gouvernants à interpréter correctement le message exprimé pacifiquement par les citoyens à l'occasion des élections. Depuis les années quatre-vingt-dix, les partis dits « de gouvernement » n'ont cessé d'agir et de parler comme si la démocratie fonctionnait correctement. Par une sorte de déni post-électoral fondé sur

3 Nul doute que les résultats des études ethnographiques conduites sur les ronds-points par des équipes spécialisées, viendront nourrir la réflexion sur la place que peut prendre l'émergence de cette nouvelle forme de parole dans le système politico-communicationnel.

le fait majoritaire, ils ont négligé de prendre en compte un double phénomène qui, de scrutin en scrutin, se faisait de plus en plus menaçant : l'irrésistible montée de l'abstentionnisme et du vote populiste. Le premier, pour être silencieux, n'en constitue pas moins un message aussi explicite que le second quant à l'insatisfaction des électeurs à l'égard des institutions et des gouvernants. Dans les décombres d'un système à bout de souffle démocratique, Emmanuel Macron a été élu sur la promesse de remédier à la crise qui sourdait en profondeur : réformer les méthodes de gouvernement et les institutions ; protéger et libérer « en même temps » ; redonner un sens au destin français. La crise des Gilets jaunes l'a rappelé à ses engagements.

Certes, les élections européennes sont intervenues à point nommé pour mettre un terme démocratique à la séquence. Leur résultat ne doit cependant pas faire illusion : l'incommunication continue à régner en maître dans le champ politique. Si le mouvement des Gilets jaunes n'a pas trouvé de débouché électoral immédiat, les symptômes qui avaient annoncé son émergence perdurent voire s'aggravent, avec un taux d'abstention très élevé, un RN consacré dans la position de premier parti de France, des partis « traditionnels » inaudibles et réduits à une portion plus que congrue. Le défi auquel le pouvoir est confronté demeure : concevoir et organiser un système politique capable de produire une définition claire de l'intérêt général, au-delà des intérêts particuliers contradictoires et dans un monde où les échanges globalisés produisent une dilution de l'appartenance nationale, qui menace la définition même de l'espace politique.

En mettant brutalement au centre du débat public la dialectique « fin du mois/fin du monde », les Gilets jaunes ont à leur façon assigné les gouvernants à rétablir une communication efficiente entre les instances qui permettraient à la société française de se projeter dans un avenir décrit comme incertain, devant s'accomplir dans un monde aux frontières devenues floues. Pour appréhender en termes processuels cette nécessaire reconstruction politique, il nous faut convenir, avec Yves Winkin, que la communication n'est pas « une solution à tous les problèmes relationnels et organisationnels » : elle doit être considérée « comme un problème, c'est-à-dire comme un phénomène social complexe qui mérite d'être étudié par et pour lui-même » (Winkin, 2001, p. 51).

RÉFÉRENCES

- Balandier, G. (1967). *Anthropologie politique*. Paris : Presses universitaires de France.
- Balandier, G. (1985). *Le Détour. Pouvoir et Modernité*. Paris : Fayard.
- Dacheux, E. (2018). Politique. *Hermès, La Revue*, 2018/1 (n°80), 197-208. URI : <http://hdl.handle.net/2042/67479>.
- Dacheux, E. (2019). Deux sources cosmopolites des réflexions sur l'incommunication : Vilen Flusser et René-Jean Ravault. *Hermès, La Revue*, 2019/2 (n°84), 38-43.
- Dacheux, E. et Duracka, N. (2017). Sur quels modèles théoriques une approche communicationnelle en sciences sociales peut-elle s'appuyer ? *ESSACHESS. Journal for Communication Studies*, vol. 10, n° 2 (20), 207-222. URL : <http://essachess.com/index.php/jcs/article/view/396>.
- Jeanpierre, L. (2019). *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*. Paris : Éditions La Découverte.
- Lapierre, J.-W. [s.d.]. Politique. Le pouvoir politique. In : *Encyclopaedia Universalis* [en ligne], consulté le 17 juin 2019. URL : <http://www.universalis-edu/encyclopedie/politique-le-pouvoir-politique>.
- Mathieu, I. (2018). Les facéties de Legba. Fragments pour une analyse communicationnelle du vote. *ESSACHESS. Journal for Communication Studies*, vol. 11, n° 1 (21), 159-175. URL : <http://essachess.com/index.php/jcs/article/view/414/452>.
- Mercier, A. (2001). La communication politique en France : un champ de recherche qui doit encore s'imposer. *L'année sociologique*, 2001/2 Vol.51, 355-363.
- Mercier, A. (2004). Pour la communication politique. *Hermès, La Revue*, 2004/1 (n°38), 70-76. DOI : <https://doi.org/10.4267/2042/9426>.
- Mercier, A. (dir.) (2017). *La communication politique* (2^e éd.). Paris : CNRS Éditions « Les Essentiels d'Hermès ».
- Rouban, L. (2019). *La matière noire de la démocratie*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Vallier, G.-F. (2011). Le concept du héros imprévisible. Système religieux yorùbá (Bénin-Nigéria). Èsù, l'improbable Trickster. *Cahiers d'études africaines* [en ligne], 204/2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org>.
- Winkin, Y. (2000). *La Nouvelle communication* (3^e éd.). Paris : Éditions du Seuil « Points ».
- Winkin, Y. (2001). *Anthropologie de la communication. De la théorie au terrain* (2^e éd.). Paris : Éditions De Boeck & Larcier/Éditions du Seuil.
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès, La Revue*, 1989/1 (n° 4), 27-42. DOI : <https://doi.org/10.4267/2042/15353>.
- Wolton, D. (1995). Les contradictions de la communication politique. *Hermès, La Revue*, 1995/3 (n° 17-18), 107-124. DOI : <https://doi.org/10.4267/2042/15211>.
- Wolton, D. (2017). La communication politique : construction d'un modèle. In : Mercier, A. (dir.), *La communication politique* (2^e éd.) [p. 45-62]. Paris : CNRS Éditions « Les Essentiels d'Hermès ».